

## PREFECTURE DE LA VIENNE

DIRECTION DES RELATIONS AVEC LES  
COLLECTIVITES LOCALES  
Bureau du Cadre de Vie et de l'Environnement  
Affaire suivie par : J-PIERRE MERIOT  
Téléphone: 05 49 55 71 24  
Télécopie: 05 49 55 71 20  
Mèl: Jean-Pierre.MERIOT@vienne.pref.gouv.fr

**A R R E T E n° 2006-D2/B3-013** en date du 9 janvier 2006 autorisant Monsieur le Directeur de la société coopérative agricole d'Usson-du-Poitou à exploiter, sous certaines conditions, au lieu-dit " les Quatre Routes ", commune d'Usson-du-Poitou , un établissement spécialisé dans le stockage et le séchage des céréales et oléo-protéagineux, activité soumise à la réglementation des installations classées pour la protection de l'environnement.

**Le Préfet de la Région Poitou-Charentes,  
Préfet de la Vienne,  
Officier de la légion d'honneur,  
Commandeur dans l'ordre national du mérite,**

Vu le code de l'environnement ;

Vu le décret n° 77-1133 en date du 21 septembre 1977 modifié ;

Vu l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu l'arrêté ministériel du 2 février 1998 modifié relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux rejets de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;

Vu la demande déclarée recevable par l'inspecteur des installations classées le 9 mars 2005 et présentée par Monsieur le Directeur de la société coopérative agricole d'Usson-du-Poitou pour l'exploitation, au lieu-dit " les Quatre Routes ", commune d'Usson-du-Poitou, d'un établissement spécialisé dans le stockage et le séchage des céréales et oléo-protéagineux, activité relevant de la réglementation des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu l'ensemble des pièces du dossier ;

Vu les résultats de l'enquête publique à laquelle il a été procédé du 10 mai 2005 au 10 juin 2005 et les conclusions du commissaire-enquêteur ;

Vu les avis émis par les Directeurs Départementaux de l'Equipement, des Affaires Sanitaires et Sociales, de l'Agriculture et de la Forêt et des Services d'Incendie et de Secours;

Vu les avis des conseils municipaux des communes d'Usson-du-Poitou, Château-Garnier, Saint-Martin l'Ars et Payroux ;

Vu l'avis du Sous-Préfet de Montmorillon ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 2005-D2/B3- 281 du 12 octobre 2005 portant sursis à statuer sur la demande;

Vu le rapport de synthèse de l'Inspecteur des Installations Classées ;

Vu l'avis émis par le Conseil Départemental d'Hygiène le 24 novembre 2005;

Considérant qu'aux termes de l'article L.512-1 du Titre I<sup>er</sup> du Livre V du Code de l'Environnement relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement, l'autorisation ne peut être accordée que si les dangers ou inconvénients de l'installation peuvent être prévenus par des mesures que spécifie le projet d'arrêté préfectoral ;

Considérant que l'installation ne présente pas de nuisances notables pour l'environnement et des risques jugés acceptables au regard des critères de la grille de criticité retenue dans son étude des dangers par la SCA d'Usson Du Poitou et établie sous son entière responsabilité ;

Considérant le registre d'enquête et l'avis du commissaire enquêteur du 15 juillet 2005 ;

Considérant les avis émis par les conseils municipaux des communes de Payroux, Château-garnier, Saint Martin l'Ars et Usson-du-Poitou ;

Considérant les recommandations exprimées par le Service Départemental d'Incendie et de Secours de la Vienne dans son avis du 15 juin 2005 ;

Considérant que les conditions d'aménagement et d'exploitation, telles qu'elles sont définies par le projet d'arrêté, permettent de prévenir les dangers et inconvénients de l'installation pour les intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du Titre I<sup>er</sup> du Livre V du Code de l'Environnement, notamment pour la commodité du voisinage, pour la santé, la sécurité, la salubrité publiques et pour la protection de la nature et de l'environnement ;

Vu la lettre du 9 décembre 2005 de la Société Coopérative Agricole d'Usson-du-Poitou ;

Sur proposition du Secrétaire Général de la Préfecture de la Vienne,

## ARRETE

### TITRE I - PRESENTATION

#### **ARTICLE 1 – Caractéristiques de l'autorisation**

##### **1.1 - Autorisation**

La Société Coopérative Agricole d'Usson-du-Poitou dont le siège social est situé à 86350 Saint-Martin l'Ars est autorisée à exploiter au lieu-dit Les Quatre Routes, commune d'Usson-du-Poitou un établissement spécialisé dans le stockage et le séchage des céréales et oléo-protéagineux et comprenant les installations classées suivantes sous réserve des prescriptions du présent arrêté :

NUMÉRO NOMENCLATURE	ACTIVITÉS	CAPACITÉ	CLASSEMENT
1155	Agropharmaceutiques (dépôts de produits), à l'exclusion des substances et préparations visées par les rubriques 1111, 1150, 1172, 1173 et des liquides inflammables de catégorie A au sens de la rubrique 1430	Inférieure à 15 t	Non classable
1331	Engrais solides simples et composés à base de nitrate d'ammonium correspondant aux spécifications du règlement européen n° 2003/2003 du Parlement européen et du Conseil du 13 octobre 2003 relatif aux engrais ou à la norme française équivalente NF U 42-001 (stockage de).	Inférieure à 1250 t	Non classable sous l'ancien intitulé de la rubrique
1412-2b	Gaz inflammables liquéfiés (stockage en réservoirs manufacturés de), à l'exception de ceux visés explicitement par d'autres rubriques de la nomenclature. Les gaz sont maintenus liquéfiés à une température telle que la pression absolue de vapeur correspondante n'excède pas 1,5 bar (stockages réfrigérés ou cryogéniques) ou sous pression quelle que soit la température. 2.La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant : b) supérieure à 6 t, mais inférieure à 50 t	44 t	Déclaration
2160-1a	Silos et installations de stockage de céréales, grains, produits alimentaires ou tout produit organique dégageant des poussières inflammables. 1. En silos ou installations de stockage a) si le volume total de stockage est supérieur à 15 000 m <sup>3</sup>	29 811 m <sup>3</sup>	Autorisation
2175	Engrais liquides (dépôt d')en récipients de capacité supérieure ou égale à 3 000 litres	60 m <sup>3</sup>	Non classable
2910-A2	Combustion à l'exclusion des installations visées par les rubriques 167 C et 322 B4. La puissance thermique maximale est définie comme la quantité maximale de combustible, exprimée en PCI, susceptible d'être consommée par seconde. Nota : la biomasse se présente à l'état naturel et n'est ni imprégnée ni revêtue d'une substance quelconque. Elle inclut le bois sous forme de morceaux bruts, d'écorces, de bois déchiquetés, de sciures ou de chutes issues de l'industrie du bois, de sa transformation ou de son artisanat. A) lorsque l'installation consomme exclusivement, seuls ou en mélange, du gaz naturel, des gaz de pétrole liquéfiés, du fioul domestique, du charbon, des fiouls lourds ou la biomasse, à l'exclusion des installations visées par d'autres rubriques de la nomenclature pour lesquelles la combustion participe à la fusion, la cuisson ou au traitement, en mélange avec les gaz de combustion, des matières entrantes, si la puissance thermique maximale de l'installation est : 2. supérieure à 2 MW, mais inférieure à 20 MW	12,77 MW	Déclaration

### 1.2 - Installations non visées au tableau précédent ou soumises à déclaration

Les prescriptions du présent arrêté s'appliquent également aux autres installations ou équipements exploités dans l'établissement, et non visées au tableau précédent, notamment, celles qui mentionnées ou non à la nomenclature des installations classées, sont de nature par leur proximité ou leur connexité avec une installation classée soumise à autorisation à modifier les dangers ou les inconvénients de cette installation.

Le présent arrêté vaut récépissé de déclaration pour les activités soumises à déclaration citées à l'article 1.1 ci-dessus.

### **1.3 - Conformité au dossier déposé**

Les installations de l'établissement sont implantées, aménagées et exploitées conformément aux dispositions décrites dans le dossier de la demande, lesquelles sont si nécessaires adaptées de telle façon qu'il soit satisfait aux prescriptions énoncées ci-après.

### **1.4 - Abrogation de prescriptions précédentes**

Les dispositions des arrêtés préfectoraux n° 75-D1/B2/03 du 6 janvier 1975 et n° 2002-D2/B3-034 du 20 février 2002 et des récépissés de déclaration n° 75-86 du 29 octobre 1986, n° 08-97 du 3 février 1997, n° 59-98 du 30 juillet 1998 et n° 2004-111 du 16 septembre 2004 sont abrogées.

## **ARTICLE 2 – Dispositions générales**

### **2.1 - Modifications**

Tout projet de modification des installations, de leur mode d'utilisation ou de leur voisinage (création par exemple d'une nouvelle activité classée, modification du volume ou du type d'activité exercé jusqu'à présent, du mode de gestion des effluents) de nature à entraîner un changement notable de la situation existante, vis à vis notamment de l'environnement ou du niveau de sécurité des installations, doit être porté, avant sa réalisation, à la connaissance du préfet avec tous les éléments d'appréciation.

### **2.2 - Transfert des installations – changement d'exploitant**

Tout transfert sur un autre emplacement des installations visées au tableau précédent nécessite une nouvelle demande d'autorisation ou une nouvelle déclaration.

Dans le cas où l'établissement changerait d'exploitant, le nouvel exploitant ou son représentant, doit en faire la déclaration au préfet dans le mois qui suit la prise en charge de l'exploitation. Cette déclaration doit mentionner, s'il s'agit d'une personne physique, les noms, prénoms et domicile du nouvel exploitant et, s'il s'agit d'une personne morale, sa dénomination ou sa raison sociale, sa forme juridique, l'adresse de son siège social ainsi que la qualité du signataire de la déclaration.

### **2.3 - Taxe générale sur les activités polluantes**

Conformément au Code des Douanes, les installations visées ci-dessus sont soumises à la Taxe Générale sur les Activités Polluantes (TGAP). Cette taxe est due pour la délivrance du présent arrêté et exigible à la signature de celui-ci. En complément de celle-ci, elle est éventuellement due sous la forme d'une Taxe annuelle établie sur la base de la situation administrative de l'établissement en activité au 1<sup>er</sup> janvier ou ultérieurement à la date de mise en fonctionnement de l'établissement ou éventuellement de l'exercice d'une nouvelle activité. La taxe est due, dans tous les cas, pour l'année entière.

### **2.4 - Déclaration des accidents et incidents**

Tout accident ou incident susceptible, par ses conséquences directes ou son développement prévisible, de porter atteinte aux intérêts visés à l'article L 511.1 du Code de l'Environnement, est déclaré dans les meilleurs délais à l'inspection des installations classées.

Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées un rapport d'incident est transmis par l'exploitant à l'inspecteur des installations classées. Il précise notamment les circonstances et les causes de l'accident, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures prises ou envisagées pour éviter son renouvellement et pour en pallier les effets à moyen ou à long terme.

Tout événement susceptible de constituer un précurseur d'explosion, d'incendie doit notamment être signalé dans un registre tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

## **2.5 - Arrêt définitif des installations**

Lorsqu'une installation classée est mise à l'arrêt définitif, l'exploitant notifie au Préfet la date de cet arrêt trois mois au moins avant celui-ci.

La notification prévue ci-dessus indique les mesures prises ou prévues pour assurer, dès l'arrêt de l'exploitation, la mise en sécurité du site. Ces mesures comportent notamment :

- l'évacuation ou l'élimination des produits dangereux et celle des déchets présents sur le site,
- des interdictions ou limitations d'accès au site,
- la suppression des risques d'incendie et d'explosion,
- la surveillance des effets de l'installation sur son environnement.

En outre, l'exploitant doit placer le site de l'installation dans un état tel qu'il ne puisse porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du Code de l'Environnement et qu'il permette un usage futur du site.

## **2.6 - Objectifs et principes de conception et d'exploitation des installations**

Les installations doivent être conçues de manière à limiter les émissions de polluants dans l'environnement, notamment par la mise en œuvre de technologies propres, le développement de techniques de valorisation, la collecte sélective et le traitement des effluents et déchets en fonction de leurs caractéristiques.

Les installations de traitement, lorsqu'elles sont nécessaires au respect des valeurs limites imposées aux rejets, doivent être conçues de manière à faire face aux variations de débit, de température ou de composition des effluents à traiter en particulier à l'occasion du démarrage ou de l'arrêt des installations.

Ces installations de traitement doivent être correctement entretenues. Les principaux paramètres permettant de s'assurer de leur bonne marche doivent être mesurés périodiquement et si besoin en continu avec asservissement à une alarme. Les résultats de ces mesures doivent être portés sur un registre éventuellement informatisé et tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

Si une indisponibilité est susceptible de conduire à un dépassement des valeurs limites imposées aux rejets, l'exploitant doit prendre les dispositions nécessaires pour réduire la pollution émise en réduisant ou arrêtant si besoin les fabrications concernées.

L'établissement doit disposer de réserves suffisantes de produits ou matières consommables, et d'éléments d'équipement utilisés de manière courante ou occasionnellement pour assurer le fonctionnement des installations de traitement, la prévention des accidents ou incidents, la limitation de leurs conséquences, ... tels que manches de filtres, produits de neutralisation, liquides inhibiteurs, produits absorbants, etc.

## **2.7 - Prélèvements et analyses (inopinés ou non)**

Sauf accord de l'inspection des installations classées, les méthodes utilisées pour satisfaire au programme de surveillance des rejets de l'établissement, des mesures de bruit et de vibrations s'il est demandé par le présent arrêté sont les méthodes normalisées de référence lorsqu'elles existent.

L'inspection des installations classées peut à tout moment, réaliser des prélèvements d'effluents liquides ou gazeux, de déchets ou de sols en vue d'analyses et réaliser des mesures de niveaux sonores. Les frais de prélèvement et d'analyses sont à la charge de l'exploitant.

## **2.8 - Enregistrements, résultats de contrôles et registres**

Tous les documents répertoriés dans le présent arrêté sont conservés sur le site durant 3 années à la disposition de l'inspection des installations classées sauf réglementation particulière.

## **2.9 - Consignes**

Les consignes écrites et répertoriées dans le présent arrêté sont tenues à la disposition de l'inspection des installations classées, systématiquement mises à jour et portées à la connaissance du personnel concerné ou susceptible de l'être.

## **2.10 - Echancier de mise en œuvre de l'arrêté**

Le présent arrêté est applicable dès sa notification.

# TITRE II – EAU

## **ARTICLE 3 – Prélèvements et consommation d'eau**

Les prélèvements d'eau sont réalisés uniquement à partir du réseau public d'adduction d'eau. Les installations de prélèvement doivent être munies d'un dispositif de mesure totalisateur. Ce dispositif est relevé hebdomadairement. Les résultats sont portés sur un registre. L'ouvrage de raccordement sur le réseau public est équipé d'un dispositif de disconnexion.

## **ARTICLE 4 – Qualité des rejets**

### **4.1 - Collecte des effluents liquides**

Le réseau de collecte doit être de type séparatif permettant d'isoler les eaux résiduaires polluées, tout au moins jusqu'à leur point de traitement éventuel, des eaux pluviales non susceptibles d'être polluées.

Un schéma de tous les réseaux et un plan des égouts doivent être établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés.

Ce plan doit faire apparaître les secteurs collectés, les points de branchement, regards, avaloirs, postes de relevage, postes de mesure, vannes manuelles et automatiques... Il est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours.

Les eaux vannes (sanitaires, lavabo, etc ...) sont traitées dans une fosse septique vidangée régulièrement.

### **4.2 - Identification des points de rejet**

<b>POINT DE REJET</b>	<b>NATURE DES EFFLUENTS</b>	<b>TRAITEMENT AVANT REJET</b>	<b>MILIEU RECEPTEUR</b>
Bassin d'orage	Eaux pluviales des toitures et des surfaces imperméabilisées	Débourbeur séparateur d'hydrocarbures	Infiltration dans le terrain naturel

Tout autre point de rejet d'effluents susceptibles de polluer les eaux ou les sols est interdit.

Le point de rejet est repéré sur les plans tenus à jour visés à l'article 4.1 ci-dessus.

### **4.3 - Aménagement des points de rejet**

Les ouvrages de rejet doivent permettre une bonne diffusion des effluents dans le milieu récepteur.

### **4.4 - Valeurs limites et suivi des rejets**

Les valeurs limites admissibles et les modalités de suivi des rejets sont fixées en annexe au présent arrêté.

Sauf autorisation explicite, la dilution des effluents est interdite. En aucun cas, elle ne doit constituer un moyen de respecter les valeurs limites fixées par le présent arrêté.

L'autosurveillance est réalisée par l'industriel ou un organisme tiers sous sa propre responsabilité.

## **ARTICLE 5 – Prévention des pollutions accidentelles**

### **5.1 - Règles générales**

L'exploitant doit prendre toutes les dispositions nécessaires dans la conception et l'exploitation des installations pour prévenir et pour limiter les risques et les effets des pollutions accidentelles des eaux et des sols.

### **5.2 - Cuvettes de rétention**

Tout stockage de produits liquides susceptibles de créer une pollution des eaux ou des sols doit être associé à une capacité de rétention dont le volume doit être au moins égal à la plus grande des deux valeurs :

- 100 % de la capacité du plus grand réservoir,
- 50 % de la capacité des réservoirs associés.

Pour les stockages de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 l, la capacité de rétention est au moins égale à :

- dans le cas de liquides inflammables, à l'exception des lubrifiants, 50 % de la capacité totale des fûts ;
- dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des fûts ;
- dans tous les cas 800 l minimum ou la capacité totale lorsque celle-là est inférieure à 800 l.

La capacité de rétention doit être étanche aux produits qu'elle pourrait contenir et résister à l'action physique et chimique des fluides. Il en est de même pour son dispositif d'obturation qui doit être maintenu fermé en conditions normales.

La rétention doit être résistante au feu.

Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne doivent pas être associés à une même rétention.

Le stockage des liquides inflammables n'est autorisé sous le niveau du sol que dans des réservoirs en fosse maçonnée, ou assimilés, munis d'un système de détection de fuite, conformes à l'arrêté du 22 juin 1998.

En particulier, les réservoirs à simple enveloppe enterrés doivent être remplacés ou transformés conformément à l'article 5 de l'arrêté susvisé au plus tard le 31 décembre 2010. Les réservoirs non utilisés seront éliminés selon les dispositions de l'article 18 de l'arrêté du 22 juin 1998

Les réservoirs à simple paroi enterrés et les canalisations associées doivent faire l'objet d'un contrôle d'étanchéité tel que défini aux titres III et IV de l'arrêté du 22 juin 1998.

Les réservoirs fixes sont munis de jauge de niveau et, pour les stockages enterrés, de limiteur de remplissage. L'étanchéité des réservoirs doit être contrôlable à tout moment.

Ces dispositions de portée générale visent tout particulièrement les stockages suivants :

- produits agropharmaceutiques,
- produits de traitement des céréales à l'ensilage,
- fioul domestique
- engrais liquides

### **5.3 - Rétention des aires et locaux de travail**

Le sol des aires et des locaux de stockage ou de manipulation des matières dangereuses pour l'homme ou susceptibles de créer une pollution de l'eau ou du sol doit être étanche, incombustible et équipé de façon à pouvoir recueillir les eaux de lavage et les matières répandues accidentellement : pour cela un seuil surélevé par rapport au niveau du sol ou tout dispositif équivalent (par exemple rétention globale pour l'ensemble du site) les sépare de l'extérieur ou d'autres aires ou locaux. Ces dispositions de portée générale visent tout particulièrement :

- les produits agropharmaceutiques,
- les engrais solides,
- les engrais liquides.

### **5.4 Canalisations de transport**

Les canalisations de transport de fluides dangereux ou insalubres et de collecte d'effluents pollués ou susceptibles de l'être doivent être étanches et résister à l'action physique et chimique des produits qu'elles sont susceptibles de contenir.

Sauf exception motivée par des raisons de sécurité ou d'hygiène, les canalisations de transport de fluides dangereux à l'intérieur de l'établissement doivent être aériennes et sectionnables. Dans le cas contraire, elles sont placées dans des gaines ou caniveaux étanches, équipés de manière à recueillir des éventuels écoulements accidentels. En particulier, les canalisations enterrées de liquides inflammables constituées d'une simple enveloppe en acier sont interdites.

Les canalisations sont, en tant que de besoin, protégées contre les agressions extérieures (corrosions, chocs, température excessive, tassement du sol...).

Les supports ou ancrages des canalisations doivent être appropriés au diamètre et à la charge de celles-ci. Toutes les dispositions sont prises pour empêcher que la dilatation n'entraîne des contraintes dangereuses sur les canalisations ou leurs supports.

Les vannes et tuyauteries doivent être d'accès facile et leur signalisation conforme aux normes applicables ou à une codification reconnue. Les vannes doivent porter de manière indélébile le sens de leur fermeture.

### **5.5 - Transport de produits**

Le transport des produits à l'intérieur de l'établissement doit être effectué avec les précautions nécessaires pour éviter le renversement accidentel des emballages (arrimage des fûts, ...).

### **5.6 - Devenir des résidus**

Les produits récupérés dans les ouvrages cités précédemment obéissent aux prescriptions relatives aux rejets d'eau ou à l'élimination des déchets.

### **5.7 - Confinement des pollutions accidentelles**

Des dispositifs permettant l'obturation des réseaux d'évacuation des eaux de ruissellement sont implantés de sorte à maintenir sur le site les eaux d'extinction d'un sinistre ou l'écoulement d'un accident de transport. Une consigne définit les modalités de mise en œuvre de ces dispositifs.



Les organes de commande nécessaires à la mise en service de cette rétention doivent pouvoir être actionnés en toutes circonstances.

### TITRE III – AIR

#### **ARTICLE 6 – Qualité des rejets**

##### **6.1 Collecte des émissions**

Toutes dispositions sont prises pour limiter les envols et les émissions de toute nature dans l'atmosphère.

Les poussières, gaz polluants et odeurs résiduelles émises par les installations doivent dans la mesure du possible être captés à la source efficacement et canalisés.

Sans préjudice des règles relatives à l'hygiène et à la sécurité des travailleurs, les rejets sont conformes au présent arrêté.

Cette disposition de portée générale vise tout particulièrement les dispositifs de dépoussiérage et le séchoir.

##### **6.2 - Identification des points de rejet**

Point de rejet	Nature de l'émission	Traitement avant rejet	Hauteur de la cheminée	Vitesse minimale d'éjection
N°1 Aspiration générale silo béton	Air dépoussiéré	Cyclone et filtre	52,20 m	8 m/s
N°2 Aspiration générale silo métallique	Air dépoussiéré	Cyclone	23,50 m	8 m/s
N°3 Aspiration nettoyeur silo métallique	Air dépoussiéré	Cyclone	23,50 m	5 m/s
N°4 Séchoir	Air dépoussiéré et gaz de combustion	Filtre	20 m	8 m/s

Les points de rejet sont repérés sur un plan de l'établissement tenu à jour.

##### **6.3 – Aménagement des points de rejet**

Les émissions canalisées, après épuration le cas échéant pour satisfaire aux prescriptions du présent arrêté, sont munies avant leur débouché d'orifices obturables et accessibles (conformes à la norme NFX 44052) aux fins de prélèvement en vue d'analyses ou de mesures.

##### **6.4 – Valeurs limites et suivi des rejets**

Les valeurs limites admissibles et les modalités de suivi de ces rejets sont fixées en annexe au présent arrêté. Sauf autorisation explicite, la dilution des effluents est interdite. En aucun cas, elle ne doit constituer un moyen de respecter les valeurs limites fixées par le présent arrêté.

L'autosurveillance est réalisée par l'industriel ou un organisme tiers sous sa propre responsabilité.

L'ensemble des résultats est transmis à l'inspection des installations classées tous les 3 ans, accompagné de commentaires sur les causes des dépassements constatés, ainsi que des actions correctives mises en œuvre ou envisagées

## TITRE IV – BRUITS ET VIBRATIONS

### **ARTICLE 7 – Prévention et limitation du bruit et des vibrations émis par les installations**

#### **7.1 – Valeurs limites de bruit**

L'ensemble des activités de l'établissement, y compris le bruit émis par les véhicules et engins visés ci-dessous, doivent respecter les valeurs admissibles définies au tableau annexé.

#### **7.2 – Véhicules et engins de chantier**

Les véhicules de transport, les matériels de manutention et les engins de chantier utilisés à l'intérieur de l'établissement, sont conformes aux dispositions en vigueur les concernant en matière de limitation de leurs émissions sonores. En particulier, les engins de chantier sont conformes à un type homologué.

L'usage de tous appareils de communication par voie acoustique (sirène, avertisseurs, haut-parleurs, etc ...) gênants pour le voisinage est interdit, sauf si leur emploi est exceptionnel et réservé à la prévention ou au signalement d'incidents graves ou d'accidents.

#### **7.3 – Vibrations**

Les émissions solidiennes ne sont pas à l'origine de valeurs supérieures à celles précisées dans la circulaire du 23 juillet 1986 relative aux vibrations mécaniques émises dans l'environnement par les installations classées.

## TITRE V – DECHETS

### **ARTICLE 8 – Prévention de la pollution par les déchets**

#### **8.1 – Règles de gestion**

L'exploitant doit prendre toutes les dispositions nécessaires dans l'exploitation de ses installations pour limiter les quantités de déchets éliminés à l'extérieur en effectuant toutes les opérations de valorisation interne (recyclage, réemploi) techniquement et économiquement possibles. Un tri des déchets banals et des déchets d'emballages (bois, papiers, verre, textile, plastique, caoutchouc, métaux, ...) est effectué en vue de leur valorisation ultérieure par type et nature de déchets, à moins que cette opération ne soit effectuée à l'extérieur par une société spécialisée et autorisée à cet effet.

#### **8.2 – Stockage provisoire**

Dans l'attente de leur élimination, les déchets produits par l'établissement doivent être stockés dans des conditions permettant de prévenir les risques de pollution (prévention d'envols, des ruissellements, des infiltrations dans le sol, des odeurs, ...).

Les stockages temporaires de déchets spéciaux doivent être réalisés sur des cuvettes de rétention, et si possible être protégés des eaux météoriques.

La quantité de déchets stockés sur le site ne doit pas dépasser 3 mois de production.

#### **8.3 – Elimination**

Les déchets qui ne peuvent pas être valorisés dans l'établissement sont éliminés à l'extérieur dans des installations réglementées à cet effet au titre 1<sup>er</sup>, livre V du Code de l'Environnement, dans des conditions permettant d'assurer la protection de l'environnement.

Les déchets banals peuvent suivre les mêmes filières d'élimination que les ordures ménagères mais seuls les déchets à caractère ultime (au sens du Code de l'Environnement) peuvent être mis en décharge et les seuls modes d'élimination autorisés pour les déchets d'emballage sont la valorisation par réemploi, recyclage ou toute autre action visant à obtenir des matériaux utilisables ou de l'énergie. Cette disposition n'est pas

applicable aux exploitants qui en produisent un volume hebdomadaire inférieur à 1100 litres et qui les remettent au service de collecte et de traitement des communes (décret n° 94-609 du 1er juillet 1994).

Le brûlage des déchets à l'air libre est interdit.

#### **8.4 – Suivi de l'élimination**

L'exploitant est tenu de justifier la bonne élimination des déchets de son établissement sur demande de l'inspection des installations, en particulier, il tient à jour un registre d'élimination des déchets dangereux donnant les renseignements suivants :

- code du déchet selon la nomenclature,
- origine et dénomination du déchet,
- quantité enlevée,
- date d'enlèvement,
- nom de la société de ramassage et numéro d'immatriculation du véhicule utilisé,
- destination du déchet (éliminateur),
- nature de l'élimination effectuée.

et émet un bordereau de suivi de ces déchets dès qu'ils sont remis à un tiers.

Il doit obtenir en retour un bordereau entièrement renseigné qui est conservé pendant trois ans.

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un bordereau récapitulatif annuel de l'élimination de ses déchets précisant les déchets produits, leur composition, les quantités et leur mode d'élimination final.

#### **8.5 – Transport**

En cas d'enlèvement et de transport, l'exploitant s'assure lors du chargement que les emballages ainsi que les modalités d'enlèvement et de transport sont de nature à assurer la protection de l'environnement et à respecter les réglementations spéciales en vigueur.

En cas d'enlèvement par un tiers, l'exploitant s'assure au préalable que l'entreprise de transport est déclarée en préfecture au titre du décret 98-679 du 30 juillet 1998, ou agréée pour le département au titre du décret 79-981 du 21 novembre 1979 (huiles usagées).

## **TITRE VI – RISQUES**

### **ARTICLE 9 - Dispositions techniques**

#### **9.1 – Règles d'implantation**

Les capacités de stockage de céréales sont implantées à une distance au moins égale à 1,5 fois leur hauteur, sans être inférieure à 50 m, par rapport aux habitations, aux immeubles occupés par des tiers, aux immeubles de grande hauteur, aux établissements recevant du public, aux voies de communication dont le débit est supérieur à 2 000 véhicules par jour, ainsi qu'aux zones destinées à l'habitation par des documents d'urbanisme opposables aux tiers. Cette distance est au moins égale à 25 m par rapport aux voies de communication dont le débit est inférieur à 2 000 véhicules par jour.

Les magasins de stockage, en vrac ou en sacs, d'engrais simples solides à base de nitrates (ammonitrates, sulfonitrates...) ou d'engrais composés solides à base de nitrates sont implantés à une distance au moins égale à 3 fois leur hauteur, sans être inférieure à 30 mètres, par rapport aux habitations occupées par des tiers, aux établissements recevant du public et aux immeubles de grande hauteur, ainsi qu'aux installations classées présentant des risques d'explosion.

Le séchoir est implanté à une distance d'au moins 10 mètres des limites de propriété et des installations mettant en œuvre des matières combustibles ou inflammables. Cette dernière disposition n'est pas applicable lorsque les éléments de construction présentent, pour leurs parois, des caractéristiques coupe feu de degré deux heures.

## **9.2 - Clôture**

L'établissement doit être entouré d'une clôture réalisée en matériaux résistants et incombustibles d'une hauteur minimale de 2 mètres. Elle doit être implantée et aménagée de façon à faciliter toute intervention ou évacuation en cas de nécessité (passage d'engins de secours). Un accès principal et unique, muni d'un portail fermant à clé, doit être aménagé pour les conditions normales de fonctionnement, tout autre accès devant être réservé à un usage secondaire et exceptionnel.

## **9.3 - Matériel de prévention et de lutte contre l'incendie**

L'établissement doit être doté de moyens de secours contre l'incendie appropriés aux risques et conformes aux normes en vigueur, notamment :

- un réseau d'eau public ou privé alimentant des bouches ou des poteaux d'incendie de 100 mm de diamètre dont un est implanté à 200 mètres au plus de l'établissement, d'un modèle incongelable et comportant des raccords normalisés. Ce réseau, ainsi que si nécessaire la réserve d'eau de 200 m<sup>3</sup> de l'établissement, est capable de fournir le débit nécessaire à l'alimentation simultanée des robinets d'incendie armés (R.I.A.) et à l'alimentation, à raison de 60 m<sup>3</sup>/heure chacun, des poteaux ou bouches d'incendie, pendant 2 heures,
- des extincteurs répartis à l'intérieur des locaux, sur les aires extérieures et les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction doivent être appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les produits stockés,
- un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours,
- des plans des locaux facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours,
- un système d'alarme incendie,
- une réserve d'eau de 200 m<sup>3</sup> dotée de 2 colonnes d'aspiration avec raccords normalisés,
- une réserve de sable meuble et sec en quantité adaptée au risque, sans être inférieure à 100 litres, et des pelles,
- des colonnes sèches dans le séchoir et les silos, à l'exception du métallique,
- des robinets d'incendie armés et une lance autopropulsive répartis dans les locaux de stockage des engrais solides et situés à proximité des issues. Les R.I.A. sont protégés contre le gel et disposés de telle sorte qu'un foyer puisse être attaqué simultanément par 2 lances en directions opposées.

Les installations sont aménagées de façon à éviter toute perte de temps ou tout incident susceptible de nuire à la rapidité de mise en œuvre des moyens des sapeurs-pompier.

## **9.4 - Issue de secours**

Les locaux doivent être aménagés pour permettre une évacuation rapide du personnel. L'emplacement des issues doit offrir au personnel des moyens de retraite en nombre suffisant et dans des directions opposées. Les portes doivent s'ouvrir vers l'extérieur et pouvoir être manœuvrées de l'intérieur en toutes circonstances. L'accès aux issues est balisé. Un plan de repérage est disposé près de chacune d'entre elles.

Des plans d'évacuation sont affichés dans les locaux.

## **ARTICLE 10 - Locaux à risques**

### **10.1 - Localisation**

L'exploitant tient à jour, sous sa responsabilité, le recensement des parties de l'établissement qui, en raison des caractéristiques qualitatives et quantitatives des matières mises en œuvre, stockées, utilisées ou produites, sont susceptibles d'être à l'origine d'un sinistre pouvant avoir des conséquences directes ou indirectes sur l'environnement, la sécurité publique ou le maintien en sécurité de l'établissement.

L'exploitant détermine pour chacune de ces parties de l'établissement la nature du risque (incendie, atmosphères explosives ou émanations toxiques). Ce risque est signalé dans les locaux correspondants.

Pour le risque d'explosion, l'exploitant définit, sous sa responsabilité, trois catégories de zones de dangers en fonction de leur aptitude à l'explosion :

- une zone de type 0 (gaz) ou 20 (poussières) : zone à atmosphère explosive permanente, pendant de longues périodes ou fréquemment (catégorie 1),
- une zone de type 1 (gaz) ou 21 (poussières) : zone à atmosphère explosive, occasionnelle en fonctionnement normal (catégorie 2),
- une zone de type 2 (gaz) ou 22 (poussières) : zone à atmosphère explosive, épisodique dans des conditions anormales de fonctionnement, de faible fréquence et de courte durée (catégorie 3)

## **10.2 - Comportement au feu des bâtiments**

La conception générale des ateliers classés en zone à risque d'incendie est conduite de sorte à assurer, à partir d'une division des activités concernées, une séparation effective des risques présentés par leur éloignement ou une séparation physique de stabilité suffisante eu égard aux risques eux-mêmes.

La stabilité au feu des structures doit être compatible avec les délais d'intervention des services d'incendie et de secours. Les éléments de construction sont d'une manière générale incombustibles. L'usage des matériaux combustibles est limité au strict minimum indispensable.

Les éléments de construction des magasins de stockage d'engrais à base de nitrates en vrac et en sacs présentent les caractéristiques de réaction et de résistance au feu suivantes :

- matériaux incombustibles ;
- parois des cases coupe-feu de degré 2 heures (béton) ;
- couverture incombustible ou de classe M0 au sens de l'arrêté du 30 juin 1983 (JO NC du 1er décembre 1983) ;
- portes comportant en partie supérieure une partie fusible permettant l'évacuation d'éventuels gaz résultants d'une décomposition des engrais ;
- sol cimenté.

Les charpentes des magasins de stockage d'engrais à base de nitrates susceptibles d'être chauffées en cas d'incendie sont en béton ou matériaux équivalent d'une stabilité au feu de degré une heure, à l'exception des pannes qui peuvent être en bois de section minimale de 40 mm.

Les matériaux susceptibles de concentrer la chaleur par effet optique sont interdits.

Les produits agropharmaceutiques constitués par des liquides inflammables de point éclair inférieur à 55° et les produits agropharmaceutiques, ou tout autre produit, étiquetés substance ou préparation comburante (chlorates) sont stockés dans des cellules spécifiques indépendantes les unes des autres et des autres produits agropharmaceutiques. Ces cellules spécifiques présentent les caractéristiques de réaction et de résistance au feu suivantes :

- parois coupe-feu de degré 2 h,
- couverture incombustible,
- portes intérieures entre cellules coupe-feu de degré une demi-heure munies d'un ferme-porte ou d'un dispositif assurant leur fermeture automatique,
- portes donnant vers l'extérieur pare-flamme de degré une demi-heure.

## **10.3 - Accessibilité**

Les installations classées en zone à risque d'incendie doivent être accessibles pour permettre l'intervention des services d'incendie et de secours. Les bâtiments concernés sont desservis, sur au moins une face, par une voie engin ou par une voie-échelle.

#### **10.4 - Evénements d'explosion**

Les locaux ou les machines classés en zones de dangers d'explosion sont conçus de manière à offrir le moins de résistance possible en cas d'explosion. Ils sont, au besoin, munis d'événements d'explosion de manière à limiter les conséquences d'une éventuelle explosion et munis de moyens de prévention contre la dispersion ou de dispositifs équivalents.

#### **10.5 - Installations électriques**

Les installations électriques sont conformes à la norme NFC 15.100 pour la basse tension et aux normes NFC 13.100 et NFC 13.200 pour la haute tension.

Dans les zones à risques d'incendie ou d'explosion, les canalisations et le matériel électrique doivent être réduits à leur strict minimum, ne pas être une cause possible d'inflammation et être convenablement protégés contre les chocs, contre la propagation des flammes et contre l'action des produits présents dans les locaux où ils sont implantés.

Dans les locaux exposés aux poussières ou aux projections de liquides, le matériel est étanche à l'eau et aux poussières en référence à la norme NFC 20.010. Dans les locaux où sont accumulées des matières inflammables ou combustibles, le matériel est conçu et installé de telle sorte que le contact accidentel avec ces matières ainsi que l'échauffement dangereux de celles-ci soient évités. En particulier, dans ces zones, le matériel électrique dont le fonctionnement provoque des arcs, des étincelles ou l'incandescence d'éléments, n'est autorisé que si ces sources de dangers sont incluses dans des enveloppes appropriées.

Dans les zones à risques d'explosion, les installations électriques sont conformes à la réglementation des installations électriques des établissements réglementés au titre de la législation des installations classées et susceptibles de présenter des risques d'explosion (décret du 19 novembre 1996 pour le matériel construit après le 1<sup>er</sup> juillet 2003, décret du 11 juillet 1978 pour les autres). L'exploitant s'assure, pour les équipements mis en service avant cette date, de leur compatibilité avec les risques présentés pour leur utilisation dans ces zones.

Des interrupteurs multipolaires pour couper le courant (force et lumière) sont installés à l'extérieur des zones à risques.

Les transformateurs, contacteurs de puissance, compresseurs d'air, etc, sont implantés dans des locaux spéciaux situés à l'extérieur des zones à risques.

#### **10.6 - Electricité statique - Mise à la terre**

En zones à risques, tous les récipients, canalisations, éléments de canalisations, masses métalliques fixes ou mobiles doivent être connectés électriquement de façon à assurer leur liaison équipotentielle.

L'ensemble doit être mis à la terre. La valeur des résistances des prises de terre est conforme aux normes.

Les matériaux constituant les appareils en contact avec les matières, produits explosibles ou inflammables à l'état solide, liquide, gaz ou vapeur, doivent être suffisamment conducteurs de l'électricité afin d'éviter toute accumulation de charges électrostatiques.

Les transmissions sont assurées d'une manière générale par trains d'engrenage ou chaînes convenablement lubrifiées. En cas d'utilisation de courroies, celles-ci doivent permettre l'écoulement à la terre des charges électrostatiques formées, le produit utilisé assurant l'adhérence ayant par ailleurs une conductibilité suffisante.

#### **10.7 - Désenfumage**

Les locaux à risque d'incendie doivent être équipés en partie haute, d'éléments permettant, en cas d'incendie, l'évacuation des fumées et gaz de combustion (par exemple, matériaux légers fusibles sous l'effet de la

chaleur). La commande d'ouverture manuelle des exutoires de fumée doit être facilement accessible depuis les accès.

Les magasins de stockage d'engrais à base de nitrates en vrac et en sacs sont équipés d'exutoires à commande automatique et manuelle permettant l'évacuation des fumées. La surface utile de l'ensemble de ces exutoires ne doit pas être inférieure à 2 % de la surface au sol.

Les commandes manuelles des exutoires sont au minimum installées en deux points opposés de sorte que l'actionnement d'une commande empêche la manœuvre inverse par la ou les autres commandes. Ces commandes manuelles sont situées à l'extérieur ou facilement accessibles depuis les issues de secours.

### **10.8 - Ventilation des locaux à risques d'explosion**

Sans préjudice des dispositions du code du travail, les locaux doivent être convenablement ventilés pour éviter tout risque d'atmosphère explosible.

Tout dispositif de ventilation mécanique est conçu en vue d'éviter une propagation horizontale du feu.

### **10.9 - Chauffage des locaux à risques**

Le chauffage éventuel des locaux situés en zones à risques ne peut se faire que par fluide chauffant (air, eau, vapeur d'eau), la température de la paroi extérieure chauffante n'excédant pas 150°C. Tout autre procédé de chauffage peut être admis, dans chaque cas particulier, s'il présente des garanties de sécurité équivalentes.

### **10.10 - Protection contre la foudre**

La totalité des installations est protégée contre la foudre en application de l'arrêté ministériel du 28 janvier 1993. L'exploitant doit être en mesure de le justifier à l'inspection.

Les dispositifs de protection contre la foudre sont conformes à la norme française C17-100 ou à toute norme en vigueur dans un Etat membre de la C.E. ou présentant des garanties de sécurité équivalentes.

L'état des dispositifs de protection contre la foudre fait l'objet, tous les cinq ans, d'une vérification suivant l'article 5.1 de la norme française C17-100 adapté, le cas échéant, au type de système de protection mis en place. Dans ce cas, la procédure est décrite dans un document tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

Cette vérification est également effectuée après l'exécution de travaux sur les bâtiments et structures protégés ou avoisinants susceptibles d'avoir porté atteinte au système de protection contre la foudre mis en place et après tout impact par la foudre constaté sur ces bâtiments ou structures.

### **10.11 - Interdiction des feux**

Dans les zones à risques de l'établissement, il est interdit d'apporter du feu sous une forme quelconque, sauf pour la réalisation de travaux ayant fait l'objet d'un « permis de feu ». Cette interdiction doit être affichée en caractères apparents.

### **10.12 - Permis de travail et permis de feu dans les zones à risques**

Dans les zones à risques de l'établissement, tous les travaux de réparation ou d'aménagement conduisant à une augmentation des risques (emploi d'une flamme ou d'une source chaude, purge des circuits...) ne peuvent être effectués qu'après délivrance d'un « permis de travail » et éventuellement d'un « permis de feu » et en respectant les règles d'une consigne particulière.

Le « permis de travail » et éventuellement le « permis de feu » et la consigne particulière doivent être établis et visés par l'exploitant ou par la personne qu'il aura nommément désignée. Lorsque les travaux sont effectués par une entreprise extérieure, le « permis de travail » et éventuellement le « permis de feu » et la consigne

particulière relative à la sécurité de l'installation, doivent être cosignés par l'exploitant et l'entreprise extérieure ou les personnes qu'ils auront nommément désignées.

Après la fin des travaux et avant la reprise d'activité, une vérification des installations doit être effectuée par l'exploitant ou son représentant.

Toute intervention par point chaud sur une tuyauterie de gaz combustible susceptible de s'accompagner d'un dégagement de gaz ne peut être engagée qu'après une purge complète de la tuyauterie concernée. A l'issue de tels travaux, une vérification de l'étanchéité de la tuyauterie doit garantir une parfaite intégrité de celle-ci. Cette vérification se fera sur la base de documents prédéfinis et de procédures écrites. Ces vérifications et leurs résultats seront consignés par écrit. Les soudeurs devront avoir une attestation d'aptitude professionnelle spécifique au mode d'assemblage à réaliser. Cette attestation devra être délivrée par un organisme extérieur à l'entreprise et compétent aux dispositions de l'arrêté du 16 juillet 1980.

### **10.13 - Propreté des locaux à risques**

Les locaux à risques doivent être maintenus propres et régulièrement nettoyés notamment de manière à éviter les amas de matières combustibles et de poussières susceptibles de s'enflammer ou de propager une explosion. Le matériel de nettoyage doit être adapté aux risques présentés par les produits et poussières.

## **ARTICLE 11 – Dispositions organisationnelles**

### **11.1 - Connaissance des produits - Etiquetage**

L'exploitant doit avoir à sa disposition des documents lui permettant de connaître la nature et les risques des produits dangereux présents dans l'installation, en particulier les fiches de données de sécurité prévues par l'article R 231.53 du code du travail.

Les fûts, réservoirs et autres emballages doivent porter en caractères très lisibles le nom des produits et, s'il y a lieu, les symboles de danger conformément à la réglementation relative à l'étiquetage des substances et préparations chimiques dangereuses.

L'exploitant doit tenir à jour un état indiquant la nature et la quantité des produits dangereux détenus, auquel est annexé un plan général des stockages. Cet état est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées et des services d'incendie et de secours.

### **11.2 - Contrôles des accès**

Les personnes étrangères à l'établissement ne doivent pas avoir un accès libre aux installations.

### **11.3 - Surveillance**

L'exploitation doit se faire sous la surveillance, directe ou indirecte, d'une personne nommément désignée par l'exploitant et ayant une connaissance de la conduite des installations et des dangers et inconvénients des produits utilisés ou stockés dans l'établissement. Cette personne sera spécialement formée aux caractéristiques des silos et aux questions de sécurité.

Le personnel doit recevoir une formation spécifique aux risques particuliers de l'établissement. Cette formation doit faire l'objet d'un plan formalisé. Elle doit être mise à jour et renouvelée régulièrement.

### **11.4 - Vérifications périodiques**

Les installations électriques, les engins de manutention, les bandes transporteuses et les matériels de sécurité et de secours, doivent être entretenus en bon état et contrôlés après leur installation ou leur modification puis tous les ans au moins par une personne compétente qui mentionnera très explicitement les défauts relevés dans son rapport. L'exploitant conservera une trace écrite des éventuelles mesures correctives prises.



La valeur des résistances des prises de terre est périodiquement vérifiée. L'intervalle entre deux contrôles ne peut excéder un an.

Toute tuyauterie susceptible de contenir du gaz devra faire l'objet d'une vérification annuelle d'étanchéité qui sera réalisée sous la pression normale de service.

### **11.5 - Consignes de sécurité**

Sans préjudice des dispositions du code du travail, des consignes précisant les modalités d'application des dispositions du présent arrêté doivent être établies, tenues à jour et affichées dans les lieux fréquentés par le personnel. Ces consignes doivent notamment indiquer :

- l'interdiction d'apporter du feu sous une forme quelconque, dans les zones à risques de l'établissement,
- l'interdiction de tout brûlage à l'air libre,
- l'obligation du « permis de feu » pour les zones à risques de l'établissement,
- les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité de l'installation (électricité, réseaux de fluides),
- les mesures à prendre en cas de fuite sur un récipient ou une canalisation contenant des substances dangereuses, notamment les conditions d'élimination prévue,
- les moyens d'extinction à utiliser en cas d'incendie,
- la procédure d'alerte avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, des services d'incendie et de secours, etc. ... ,
- les mesures à prendre en cas de défaillance d'un système de traitement et d'épuration,
- afficher dans les zones concernées les fiches de danger des produits utilisés.

### **11.6 - Consignes d'exploitation**

Les opérations comportant des manipulations dangereuses et la conduite des installations (démarrage et arrêt, fonctionnement normal, entretien...) doivent faire l'objet de consignes d'exploitation écrites. Ces consignes prévoient notamment :

- les modes opératoires,
- la fréquence de contrôle des dispositifs de réglage, de signalisation, de sécurité et de traitement des pollutions et nuisances générées,
- les instructions de maintenance et de nettoyage, la périodicité de ces opérations et les consignations nécessaires avant de réaliser ces travaux,
- les modalités d'entretien, de contrôle et d'utilisation des équipements de régulation et des dispositifs de sécurité.

### **11.7 - Formation du personnel à la lutte contre l'incendie**

L'exploitant doit prendre toutes les dispositions pour assurer la formation du personnel, susceptible d'intervenir en cas de sinistre, à l'usage des matériels de lutte contre l'incendie.

## **TITRE VII – DISPOSITIONS TECHNIQUES APPLICABLES A CERTAINES INSTALLATIONS DE L'ETABLISSEMENT**

Les dispositions ci dessous s'appliquent en complément des règles générales édictées précédemment.

### **ARTICLE 12 –silos de stockage des céréales**

Les céréales sont stockées dans des capacités distinctes comprenant :

- un silo vertical béton de 23 304 m<sup>3</sup> construit en 2 tranches : 8 779 m<sup>3</sup> en 1998 et 14 525 m<sup>3</sup> lors de l'extension projetée ;
- un silo vertical métallique de 6 507 m<sup>3</sup> construit en 1974.

**12.1** - Tout local administratif doit être éloigné au minimum de 25 m des silos.

**12.2** - Les installations sont conçues et aménagées de manière à limiter la propagation d'un éventuel sinistre, incendie ou explosion, ou les risques d'effondrement qui en découlent.

Les installations sont conçues de manière à réduire le nombre de pièges à poussières tels que surfaces planes horizontales, revêtements muraux ou sols rugueux, enchevêtrements de tuyauteries, coins reculés difficilement accessibles.

**12.3** – L'exploitant doit tenir à la disposition de l'inspection des installations classées un rapport annuel effectué par un organisme compétent.

Ce rapport doit comporter :

- une description des installations présentes dans les zones où peuvent apparaître des atmosphères explosives ;
- une description des mesures prises pour prévenir les risques liés aux effets de l'électricité statique, des courants vagabonds et de la foudre ;
- les conclusions de l'organisme concernant les mesures à prendre pour assurer la conformité des installations avec les réglementations en vigueur.

Les silos ne doivent pas disposer de relais, d'antennes d'émission ou de réception collectives sur leurs toits à moins qu'une étude technique justifie que les équipements mis en place ne sont pas source d'amorçage d'incendie ou de risque d'explosion de poussières. Cette étude est à intégrer dans le rapport précité et doit prendre en compte les conclusions de l'étude foudre.

Un suivi formalisé de la prise en compte des mesures correctives doit être tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

**12.4.** – Les mesures de protection permettant de limiter les effets d'une explosion doivent être réalisées conformément aux réglementations en vigueur et adaptées aux silos et aux produits. Cela peut-être l'une ou plusieurs des mesures telles que :

- arrêt de la propagation de l'explosion par des dispositifs de découplage ;
- réduction de la pression maximale d'explosion à l'aide d'évents de décharge, de systèmes de suppression de l'explosion ou de parois soufflables ;
- résistance aux effets de l'explosion des appareils ou équipements dans lesquels peut se développer une explosion ;
- résistance aux effets de l'explosion des locaux ou des bâtiments.

Les mesures de protection suivantes contre les risques d'explosion, justifiées dans l'étude des dangers, doivent être réalisées :

### **Silo métallique**

R1 : faire en sorte que la cloison, qui sépare la partie stockage du sud du silo, et la porte au dessus soient à même de supporter une surpression de 80 mbar ; maintenir fermée cette porte hors passage du personnel,

R2 : découpler la galerie de réception et de reprise sous les cellules de la fosse des élévateurs par la mise en place d'une porte suffisamment résistante, maintenue fermée hors passage du personnel,

R3 : renforcer la résistance des jambes des élévateurs (150 mbar) en fosse de pieds d'élévateurs,

R4 : équiper au rez de chaussée les jambes des élévateurs de surfaces de décharge de section au moins égale à celle de leur section droite,

R5 : mettre en communication les deux niveaux de la fosse des élévateurs par un caillebotis,

R6 : protéger les cellules de grains verts, les boisseaux de poussières et de criblures, par des surfaces soufflables vers l'extérieur

R7 : démonter le séchoir situé dans ce silo. A défaut, les dispositions de la prescription 12.7 ci-après seront scrupuleusement respectées pour les parois du séchoir et celui-ci sera calfeutré intégralement afin d'empêcher la pénétration de poussières à l'intérieur.

### **Silo béton**

R1 : renforcer la résistance des jambes des élévateurs (150 mbar) en fosse de pieds d'élévateurs,

R2 : isoler l'espace sous cellules des fosses de chargement déchargement,

R3 : découpler le deuxième étage de la tour des espaces entre cellules par des portes résistantes (55 mbar) maintenues fermées hors passage du personnel,

R4 : équiper à chaque étage de la tour les jambes des élévateurs de surfaces de décharge de section au moins égale à celle de leur section droite,

R5 : aménager des surfaces soufflables sur l'ensemble des cellules, 1/2 as de carreaux et boisseaux,

R6 : renforcer la tenue à la pression des toitures des 1/2 cellules inférieures C2 et C5 (200 mbar),

R7 : mettre en communication le rez de chaussée et le premier étage de la tour par du caillebotis,

R8 : équiper les boisseaux de surfaces de décharge vers l'extérieur de la tour, ouvrir le boisseau B2 de la tour pour obtenir une surface soufflable de 45 m<sup>2</sup>,

R9 : fermer, hors utilisation, la trappe de passage du matériel au niveau de chaque plancher de la tour (55 mbar),

R10 : équiper le cyclofiltre d'un évent.

**12.5.** – L'étude des dangers doit justifier les mesures de prévention et de protection au regard de l'incendie en particulier pour les matériels et équipements de manutention.

**12.6** - Les aires de chargement et déchargement sont situées en dehors des capacités de stockage.

Elles sont suffisamment ventilées de manière à éviter la création d'une atmosphère explosive. Sinon elles sont munies de systèmes de captage de poussières, de dépoussiérage et de filtration.

Des grilles sont mises en place sur les fosses de réception. La maille est calculée de manière à retenir au mieux les corps étrangers.

Ces aires doivent être nettoyées.

### **12.7 - Nettoyage**

Tous les silos, ainsi que les bâtiments ou locaux occupés par du personnel, sont débarrassés régulièrement des poussières recouvrant le sol, les parois, les chemins de câbles, les gaines, les canalisations, les appareils et les équipements et toutes les surfaces susceptibles d'en accumuler.

La fréquence des nettoyages est fixée sous la responsabilité de l'exploitant. Celui-ci établira des consignes de nettoyage précisant notamment :

- les dates et les nettoyages à faire et les installations concernées ;
- les moyens de nettoyage à mettre en œuvre ;
- la mention sur un registre ou tout autre support tenu à la disposition de l'Inspection des Installations Classées de la date et de la nature des nettoyages réalisés sur les installations concernées

Le nettoyage est réalisé à l'aide d'aspirateurs ou de centrales d'aspiration équipées de colonnes de nettoyage. Ces appareils doivent présenter toutes les caractéristiques de sécurité nécessaires pour éviter l'incendie et l'explosion.

Le recours à d'autres dispositifs de nettoyage tels que l'utilisation de balais ou d'air comprimé doit être exceptionnel et faire l'objet de consignes particulières.

**12.8** – L'exploitant doit s'assurer périodiquement que les conditions d'ensilage des produits (durée de stockage, taux d'humidité, température, etc) n'entraînent pas des dégagements de gaz inflammables et des risques d'auto-échauffement.

La température des produits stockés susceptibles de fermenter est contrôlée par des systèmes de surveillance adaptés aux silos.

Des procédures d'intervention de l'exploitant en cas de phénomènes d'auto-échauffement sont rédigées et communiquées aux services de secours.

**12.9** - Les filtres finaux captant les poussières sont équipés chacun d'évents dimensionnés selon les règles de l'art en vigueur et débouchant dans des zones peu fréquentées.

Le stockage des poussières récupérées est implanté dans des cellules extérieures aux capacités de stockage de céréales et distinctes de ces dernières.

Les appareils à l'intérieur desquels il est procédé à des manipulations de produits sont conçus de manière à limiter les émissions de poussières dans les locaux ou bâtiments où sont effectuées ces opérations.

Les sources émettrices de poussières sont étanches ou munies de dispositifs d'aspiration et de canalisation de transport de l'air poussiéreux. Cet air est dépoussiéré au moyen de systèmes de dépoussiérage.

La marche des transporteurs et élévateurs est asservie à la marche des systèmes d'aspiration ou de dépoussiérage.

**12.10** - Les organes mécaniques mobiles sont protégés contre la pénétration des poussières ; ils sont convenablement lubrifiés.

Les organes mobiles risquant de subir des échauffements sont périodiquement contrôlés et disposés à l'extérieur des installations qu'ils entraînent.

Les élévateurs, transporteurs ou moteurs sont équipés de dispositifs permettant la détection immédiate d'un incident de fonctionnement et l'arrêt de l'installation. Ils sont asservis au fonctionnement de l'installation et doivent être reliés à une alarme sonore et visuelle.

Les transporteurs à bandes, les élévateurs etc doivent être munis de capteurs de déport de bandes. Ces capteurs doivent arrêter l'installation après une éventuelle temporisation limitée à quelques secondes. De plus, les transporteurs et élévateurs doivent être munis de contrôleurs de rotation.

Les gaines d'élévateurs sont munies de regards ou de trappes de visite. Ces derniers ne peuvent être ouverts qu'avec l'aide d'un appareil spécial prévu à cet effet. Cet appareil ne peut être utilisé que par le personnel qualifié.

Les élévateurs du silo béton sont équipés de bandes non propagatrices de la flamme.

### **ARTICLE 13 – Stockage en vrac et en sacs des engrais à base de nitrates**

**13.1** - Les engrais stockés sont conformes à la norme NFU 42 001 ou à la norme européenne équivalente.

La quantité maximale d'engrais à base de nitrates stockée en vrac et en sacs est de 1 250 tonnes.

Le stockage des engrais en vrac à base de nitrates est réalisé uniquement dans les cases béton dédiées à cet effet construites en 1987 et 1996.

**13.2** - Le stockage d'engrais est réalisé sur un seul niveau, sur un sol cimenté ne présentant pas de cavités (puisards, fentes...) sans interdire de déclivité.

Les aires de chargement et déchargement sont étanches et forment rétention selon les dispositions du titre 5.3 ci-dessus de façon à éviter tout entraînement d'engrais par les eaux pluviales.

Toutes dispositions sont prises pour qu'il n'y ait pas de regards d'eaux pluviales à proximité du stockage des engrais.

**13.3** - Il ne sera pas procédé à des opérations d'ensachage.

**13.4** - L'emplacement des cellules de stockage d'engrais est éloigné de toute construction en bois non ignifugé ou en toute autre matière combustible, ainsi que tous amas de matières combustibles (céréales, pesticides...). Une distance minimale de 10 mètres est respectée.

Des précautions sont prises pour qu'aucun déversement de liquides inflammables ou de substances combustibles, liquides ou solides accidentellement fondus, ne puisse accéder jusqu'au stockage.

Le stockage des engrais en vrac est en particulier interdit dans des bâtiments à structure bois.

**13.5** - La clôture visée en 9.2 est à une distance suffisante pour interdire le jet d'objets quelconques dans le dépôt à partir de l'extérieur du site.

**13.6** - Deux robinets d'incendie armés (R.I.A.) situés à proximité des issues sont disposés de telle sorte qu'un foyer puisse être attaqué simultanément par 2 lances en directions opposées. Une lance autopropulsive permettant d'introduire l'eau à l'intérieur des tas d'engrais complète les moyens d'extinction affectés au stockage des engrais à base de nitrates.

Des ouvertures sont pratiquées dans les parois arrières des cases de stockage pour permettre l'introduction de la lance autopropulsive, à défaut les engrais entreposés ne sont pas susceptibles de subir une décomposition auto-entretenue.

**13.7** - L'emplacement des cellules de stockage est repérable de l'extérieur du dépôt : chaque mur de séparation des tas est figuré par un repère clairement identifié visible sur la paroi extérieure.

### **13.8 - Sont interdits à l'intérieur du dépôt :**

les amas de corps réducteurs (métaux divisés ou facilement oxydables), les produits susceptibles de jouer le rôle d'accélérateurs de décomposition (sels de métaux, etc), les matières combustibles (bois, sciure, carburant...),

les chlorates, les chlorures, les acides, les hypochlorites ;

les substances susceptibles d'aggraver le sinistre (pesticides, céréales, pailles...), le nitrate d'ammonium technique.

Dans le cas où, malgré ces précautions, des fractions d'engrais sont accidentellement contaminées par des substances combustibles réactives, réductrices, accélératrices, etc, les fractions d'engrais ainsi contaminés ne doivent pas être remises ou laissées sur les tas d'engrais.

Le chlorure de potassium peut être stocké dans le dépôt à condition que toutes les mesures soient prises pour qu'aucun mélange n'ait lieu entre ce chlorure et les engrais à base de nitrates et le nitrate de potassium. Ils doivent être séparés au minimum par une case ou par un espace de 5 m, et un mur en béton.

**13.9 -** Les appareils mécaniques (engins de manutention, etc) utilisés à l'intérieur du dépôt pour la manutention d'engrais ne doivent présenter aucune zone chaude non protégée susceptible d'entrer en contact avec les engrais (pot d'échappement...). Ils sont disposés de façon à ne créer aucune possibilité de mélange de toute matière combustible avec les engrais azotés.

Les engins de manutention doivent être totalement nettoyés avant et après entretien et réparation, et rangés après chaque séance de travail à l'extérieur du dépôt. Les réparations sont effectuées à l'extérieur du dépôt.

**13.10 -** Le sol doit être parfaitement nettoyé avant l'entreposage de l'engrais.

La température de l'engrais est contrôlée à l'arrivée et consignée dans un cahier tenu à la disposition de l'inspection des installations classées. Il est interdit d'entreposer un engrais dont la température est supérieure à 50°C. L'exploitant vérifie, pour le stockage en vrac, l'absence d'impuretés à la réception. En cas de présence d'impuretés, l'entreposage n'est pas effectué.

La fréquence du contrôle du personnel est renforcée lors des opérations de déchargement, d'évacuation ou reprise de produits et dans les 24 heures suivant de telles opérations.

**13.11 -** Le fractionnement des tas est convenable.

Les passages libres entre les tas sont rigoureusement balayés après chaque séance de travail.

L'engrais doit toujours laisser libres les 30 cm supérieurs des murs de séparation des tas. Cette limite est figurée par un trait, toujours visible.

**13.12 -** L'état des stocks (volume, emplacement, qualité) doit être mis à jour régulièrement. Ces données doivent être disponibles à l'extérieur à tout instant en vue notamment d'une transmission immédiate aux services de sécurité.

**13.13 -** Les eaux chargées d'engrais liquides ou solides (eaux pluviales récupérées sur les aires étanches de chargement ou de déchargement, eaux de nettoyage...) ne peuvent être rejetées dans le milieu naturel aux abords du stockage. Elles doivent être éliminées par les agriculteurs dans les conditions normales d'épandage.

### **13.14 – Stockage en sacs**

Le stockage en sacs des engrais à base de nitrates doit respecter les prescriptions de cet article 13 lorsqu'il est réalisé sous abri. A défaut il est réalisé en plein air et doit respecter les points 2, 4, 5, 10, 11 et 12 de cet article 13.

### **ARTICLE 14 – Stockage de substances ou préparations comburantes autres que les engrais nitrates**

**14.1** - Les cellules de stockage recevant des substances comburantes sont séparées entre elles de plus de 5 mètres ou par un écran coupe-feu de degré 1 h

**14.2** - La présence de matières dangereuses ou combustibles dans les cellules de stockage de matières comburantes est interdite ou limitée aux strictes nécessités de l'exploitation.

**14.3** - Dans tous les cas de figure, la quantité totale de substances comburantes stockée dans les conditions ci-dessus devra être inférieure à 2 tonnes.

### **ARTICLE 15 – Stockage de produits agropharmaceutiques**

**15.1** - Le stockage est réalisé dans un bâtiment fermé et dans des locaux strictement réservés à cet usage, implantés au niveau du sol.

**15.2** - Le stockage des produits étiquetés très toxiques est limité à 200 kg pour les solides, 50 kg pour les liquides et 10 kg pour les gaz ou gaz liquéfiés. Il est réalisé dans un local indépendant et fermé à clé en permanence.

**15.3** - Le sol du dépôt est étanche, incombustible et équipé de façon à recueillir les produits répandus accidentellement et les produits d'extinction d'incendie.

**15.4** - Tout stockage enterré de produits agropharmaceutiques est interdit.

**15.5** - Les zones affectées au dépôt de produits agropharmaceutiques sont strictement réservées à cet usage.

Il est interdit d'utiliser une même zone au stockage de produits agropharmaceutiques et au stockage ou à la manipulation d'autres produits dangereux.

Les produits sont conservés uniquement dans leur emballage d'origine.

Tout stockage de produits agropharmaceutiques sur des aires non affectées à cet usage est interdit.

**15.6** - L'exploitation du dépôt se fait sous la surveillance d'une personne qui a obligatoirement suivi une formation spécifique sur les dangers des produits agropharmaceutiques (toxicité, inflammabilité).

**15.7** - Le dépôt doit être clos en l'absence du personnel d'exploitation et la clef confiée à un agent désigné. Avant la fermeture du dépôt, cet agent effectue une visite de contrôle du dépôt.

### **ARTICLE 16 - Stockage de gaz combustibles liquéfiés**

Le dépôt est composé d'un réservoir aérien sous pression de 100 m<sup>3</sup> soit 44 tonnes de gaz.

#### **16.1. - Règles d'implantation**

Le dépôt est implanté au niveau du sol en plein air. Il doit être facile d'accès.

Le réservoir repose de façon stable par l'intermédiaire de berceaux, pieds ou supports construits en matériaux MO (incombustibles). Les fondations, si elles sont nécessaires, sont calculées pour supporter le poids du réservoir rempli d'eau. Une distance d'au moins 0,10 mètre doit être laissée libre sous la génératrice inférieure du réservoir.

Le dépôt est entouré d'une clôture de 2 m de hauteur minimale disposée à l'extérieur des zones de types 1 et 2 définies selon les critères de l'article 10.1. Cette clôture est placée à au moins 10 m des zones de type 1.

La porte du dépôt est incombustible et fermée à clef en dehors des besoins du service.

Les parois du réservoir sont à une distance minimale de 30 m des pompes fixes d'eau d'incendie et 15 m de la chaussée de la voie de communication la plus proche.

Les voies, aires et passages de circulation doivent respecter les dispositions suivantes :

- les rayons des courbes de raccordement des voies et la disposition des aires doivent permettre une évolution facile des véhicules. Les passages doivent être laissés systématiquement dégagés pour permettre l'accès occasionnel en toutes circonstances des véhicules tels que ceux d'entretien et de secours ;
- les voies et aires desservant les postes de déchargement de citernes routières doivent être disposées de façon que l'évacuation des véhicules puisse s'effectuer en marche avant ;
- l'aménagement des voies et aires de circulation doit permettre l'évacuation des eaux pluviales ;
- le franchissement des voies et aires de circulation des véhicules par les tuyauteries aériennes s'effectue à une hauteur telle qu'il reste un espace libre permettant le passage d'un véhicule de 4 m de hauteur. Les tuyauteries et les câbles électriques en tranchées franchissent les voies et aires sous des ponceaux ou dans des gaines, ou sont enterrés à une profondeur suffisante pour éviter toute détérioration ;

Le dépôt est doté d'au moins une borne de dépotage.

Le réservoir est installé sur un sol recouvert d'une couche de gravier ou de mâchefer.

## **16.2. - Règles de construction**

Le réservoir et ses équipements annexes sous pression (vaporisateurs, etc) doivent être conformes à la réglementation des équipements sous pression.

Le vaporisateur doit être en communication permanente avec une soupape de sûreté qui le garantisse contre un excès de pression. Des dispositifs de sécurité à fonctionnement automatique doivent empêcher les hydrocarbures de passer dans le circuit de réchauffage en cas de rupture de ce dernier et les hydrocarbures en phase liquide de passer dans le circuit de gaz vaporisé. Le vaporisateur doit pouvoir être isolé du réservoir par des vannes ou robinets. Le vaporisateur est placé à au moins 2 m des parois du réservoir. La chaudière utilisée pour alimenter le vaporisateur doit être distante du vaporisateur de 6 m ou en être isolée par une cloison en matériau résistant au feu et étanche aux gaz.

Deux dispositifs de jaugeage dont l'un peut être un dispositif de contrôle du niveau maximal de remplissage fixé par l'exploitant doivent permettre de contrôler à tout moment le niveau d'hydrocarbure contenu.

Les tubulures de sortie des dispositifs de jaugeage doivent être de préférence placées dans la partie haute du réservoir.

Les dispositifs à niveau liquide visible doivent être conçus pour supporter une pression d'épreuve égale à trois fois la pression de service et pour résister aux chocs thermiques lorsqu'ils sont en communication permanente avec le réservoir. Ils doivent en outre être munis de dispositifs de sécurité limitant le débit en cas de rupture de la paroi transparente.



Le réservoir doit être garanti contre un excès de pression par au moins deux soupapes de sûreté. Elles doivent avoir une pression de levée au plus égale à la pression maximale en service et l'ensemble doit être capable d'évacuer le débit horaire de 42 000 kg/h à une pression au plus égale à 110 % de la pression maximale de service.

Il est toléré pour l'exécution des opérations d'entretien des soupapes de retirer au plus l'une d'entre elles du service, sous réserve que :

- la ou les soupapes restant en service soient capables d'assurer à une pression au plus égale à 110 % de la pression maximale en service, un débit au moins égal à 28 000 kg/h ;
- toutes dispositions soient prises pour éviter la mise hors service simultanée de plus d'une d'entre elles.

Lorsqu'une soupape est protégée par un disque de rupture, celui-ci doit répondre aux conditions ci-après :

- le disque de rupture doit être situé en amont de la soupape de sûreté ;
- la pression d'éclatement du disque de rupture doit être garantie au plus égale à la pression de levée de la soupape de sûreté ;
- le dispositif doit être conçu pour se rompre sans projection d'éclat ;
- le dispositif doit être également conçu de manière que les effets de l'éclatement du disque de rupture ne produisent pas une réduction de la section de passage en fonction de laquelle les caractéristiques de la soupape ont été calculées ;
- des dispositions doivent être prises pour que l'intervalle entre le disque et la soupape ne soit pas le siège d'une contre pression susceptible de modifier la pression de rupture du disque.

### **16.3. - Installations électriques**

Toute installation électrique dans les zones de types 1 et 2 définies ci-dessus doit être conforme aux prescriptions définies par le décret du 11 novembre 1996 visé à l'article 8.6.

Les mesures suivantes sont prises pour minimiser les effets des courants de circulation et de la chute de la foudre sur les installations :

- tous les équipements et les structures métalliques sont mis à la terre avec des dispositifs de résistance inférieure ou égale à 20 ohms en nombre suffisant sachant qu'une mise à la terre crée un cône de protection de révolution dont le sommet est la partie la plus élevée de la construction, l'axe est vertical et le rayon de base égal à deux fois la hauteur de cette structure ;
- les courants de circulation volontairement créés (protection électrique destinée à éviter la corrosion, par exemple) ne doivent pas constituer de source de danger ; des joints isolants peuvent être utilisés.

### **16.4. - Protection contre l'incendie**

Le terrain est maintenu désherbé dans un rayon de 20 m autour du réservoir. L'emploi de désherbant chloraté est interdit.

Tout dépôt de matériaux combustibles est interdit à moins de 25 m du réservoir.

Le dépôt doit être doté d'un réseau d'incendie permettant de protéger le réservoir de l'effet thermique résultant d'un incendie par un ruissellement uniforme d'eau avec un débit minimal de 10 litres par mètre carré et par minute sur ses parois ainsi que sur tout élément et équipement nécessaire au maintien de son intégrité. Le

dispositif d'arrosage est installé à demeure sur le réservoir et doit rester opérationnel. Le débit précité doit pouvoir être maintenu sur le réservoir exposé au feu pendant au moins deux heures.

Les canalisations constituant le réseau d'incendie doivent être réservées à cet usage.

Toutefois, l'alimentation d'autres circuits, à partir du réseau d'incendie, est admise à condition que les besoins de ces circuits puissent être couverts sans que soient affectées les exigences formulées en ce qui concerne l'eau d'incendie (débit, pression, réserve).

Les canalisations et les accessoires constituant le réseau d'incendie doivent être capables de résister aux contraintes mécaniques et physiques auxquelles ils sont soumis en service. Ils doivent être en outre en matériaux résistant au feu et protégés contre la corrosion.

Les sections des canalisations doivent être calculées pour obtenir les débits nécessaires en tout emplacement, aux pressions requises, pour le bon fonctionnement des moyens de lutte contre l'incendie.

Le réseau doit être, autant que possible, maillé et comporter des vannes de sectionnement pour isoler rapidement toute section affectée par une rupture et permettre de poursuivre la défense contre l'incendie. Les vannes doivent rester ouvertes en exploitation normale.

Si nécessaire, des filtres facilement démontables doivent être montés à des endroits judicieusement choisis sur le réseau afin de garantir un bon fonctionnement des matériels de lutte contre l'incendie (robinets de secours, dispositifs de refroidissement...).

Le débit et la pression du réseau d'incendie sont assurés par des moyens de pompage propres à l'établissement ou par un branchement sur un réseau extérieur d'eau en pression, donnant toutes les garanties requises de sécurité de fonctionnement.

Si plus de 22 m<sup>3</sup>/h de débit du réseau d'incendie sont assurés par des moyens de pompage actionnés par des moteurs électriques, ces moteurs doivent être alimentés par deux sources d'électricité distinctes. Pour l'interprétation de cette règle, sont considérées, par exemple, comme sources distinctes, l'électricité du réseau public et celle produite par l'établissement considéré.

Tout moteur thermique d'un groupe de pompage doit être muni d'un dispositif de lancement offrant toute garantie de démarrage immédiat ; ce moteur doit être bien rodé.

Dans la mesure du possible, les installations fixes qui assurent la protection du réservoir doivent posséder deux possibilités distinctes d'alimentation à partir du réseau d'incendie.

Les vannes de commande ou les raccordements doivent être accessibles en toute circonstance. Si la distance est inférieure à 25 m de la paroi du réservoir, ils doivent être placés à l'abri d'un écran incombustible stable au feu de durée 4 heures.

Les commandes de toutes les installations fixes de lutte contre l'incendie doivent être signalées à l'aide d'inscriptions bien visibles.

A proximité du poste de déchargement des camions-citernes, un extincteur à poudre sur roues de 50 kg de charge sera mis en place.

Le matériel électrique doit être protégé par des extincteurs utilisables en présence de courant électrique.

Les précautions nécessaires doivent être prises pour que le matériel d'incendie soit utilisable en période de gel.

## 16.5. - Règles d'exploitation

Les équipements de sécurité et de contrôle, les moyens d'intervention et de secours doivent être maintenus en bon état de service et être vérifiés périodiquement. Les résultats de ces vérifications sont portés sur un registre spécial tenu à la disposition de l'Inspection des Installations Classées.

Le personnel appelé à intervenir doit être entraîné périodiquement, au cours d'exercices organisés, à la mise en œuvre des matériels d'incendie et de secours ainsi qu'à l'exécution des diverses tâches prévues par des consignes générales ou spéciales.

Des consignes spéciales précisent notamment :

- l'organisation de l'établissement en cas de sinistre ;
- la composition des équipes d'intervention ;
- la fréquence des exercices ;
- les dispositions générales concernant l'entretien des matériels d'incendie et de secours ;
- les modes de transmission et les moyens d'alerte ;
- les moyens d'appel des secours extérieurs et les personnes autorisées à lancer les appels ;
- les personnes à prévenir en cas de sinistre ;
- l'organisation du contrôle des entrées et de la police intérieure en cas de sinistre.

Les consignes spéciales doivent être remises au personnel directement intéressé qui en donne décharge écrite.

Les consignes sont tenues à jour.

Une inspection du matériel doit être effectuée périodiquement. Elle porte notamment sur :

- les appareils à pression ;
- les organes de sûreté (soupapes, indicateurs de niveau...) ;
- le matériel électrique, les circuits de terre...

Lorsque des travaux d'entretien ou de réparation du matériel ne portent que sur une partie du dépôt, dont le reste demeure en exploitation, toutes précautions doivent être prises pour assurer la sécurité.

Les dispositifs de sécurité équipant les canalisations d'exploitation en phase liquide et les soupapes doivent être entretenus et essayés régulièrement. Une consigne définit la périodicité des opérations de contrôle ou essais. Les travaux d'entretien et les essais doivent être consignés sur un registre.

Toute opération de déchargement doit être surveillée par un préposé de l'exploitant du dépôt.

Lors des opérations de déchargement des hydrocarbures, il convient de respecter les dispositions suivantes :

- les citernes routières sont reliées électriquement par une liaison équipotentielle aux installations fixes mises elles-mêmes à la terre avant toute opération de transfert ;
- toutes dispositions sont prises pour que la fermeture éventuelle des vannes ne puisse provoquer l'éclatement des tuyauteries ou de leurs joints ;
- l'éclairage des tuyauteries doit être suffisant pour permettre d'effectuer commodément leur accouplement et désaccouplement ;
- tout utilisateur d'un poste de déchargement doit être instruit des mesures à prendre en cas d'incident ;
- le chauffeur de la citerne routière amène son véhicule en position de déchargement l'avant tourné vers la sortie du dépôt de telle sorte qu'il puisse repartir sans manœuvre. Il doit dès la mise en place :
- serrer le frein à main ou immobiliser le véhicule à l'aide de cales facilement escamotables, placer le levier de la boîte de vitesse au point mort ;
- arrêter le moteur du véhicule ;

- couper l'éclairage du véhicule et le circuit de batterie ;
- établir la liaison équipotentielle avec l'installation fixe puis, procéder aux opérations de transfert.
- pendant les opérations de déchargement, il est interdit de procéder à des interventions telles que nettoyage ou réparation ;
- la liaison équipotentielle entre la pince et le bouton moleté ne doit être interrompue que lorsque :
- le moteur du véhicule est arrêté ;
- les vannes ou clapet du poste de chargement ou de déchargement sont fermées et les tuyauteries débranchées ;
- les bouchons de raccord du véhicules sont remis en place.
- avant d'être débranchées, les tuyauteries flexibles doivent être vidangées et leur atmosphère ramenée à la pression atmosphérique lorsque leurs extrémités ne sont pas équipées de vannes. Ces purges doivent être effectuées de telle sorte que tout choc de fluide sur une surface solide soit évité à l'air libre et que soit assurée une bonne diffusion des hydrocarbures.

Le réservoir doit être efficacement protégé contre la corrosion extérieure, sa peinture doit avoir un faible pouvoir absorbant. La remise en état de la protection extérieure (peinture ou revêtement) du réservoir est à effectuer lorsque son état l'exige. Elle peut être faite sur place sous réserve de respecter les conditions suivantes :

- contrôle préalable de l'étanchéité du réservoir, des accessoires et des canalisations du poste,
- mise en place d'une liaison électrique équipotentielle entre le réservoir et le matériel pneumatique ou électrique d'intervention.

## **ARTICLE 17 – Séchoir**

Le séchoir est situé en dehors des zones à risques ou séparé de celles-ci par des murs coupe-feu de degré 2 heures.

### **17.1 – Alimentation en combustible**

Le réseau d'alimentation en combustible doit être conçu et réalisé de manière à réduire les risques en cas de fuite notamment dans des espaces confinés. Les canalisations sont soumises aux dispositions de l'article 5.4. Un dispositif de coupure, indépendant de tout équipement de régulation de débit, doit être placé à l'extérieur du séchoir pour permettre d'interrompre l'alimentation en combustible des appareils de combustion. Ce dispositif, clairement repéré et indiqué dans les consignes d'exploitation, doit être placé dans un endroit accessible rapidement et en toute circonstance, à l'extérieur et en aval du poste de livraison du combustible. Il est parfaitement signalé, maintenu en bon état de fonctionnement et comporte une indication du sens de la manœuvre ainsi que le repérage des positions ouverte et fermée.

La coupure de l'alimentation en gaz est assurée par deux vannes automatiques redondantes placées en série sur la conduite de l'alimentation en gaz. Ces vannes sont asservies chacune à des capteurs de détection de gaz et un pressostat. Toute la chaîne de coupure automatique (détection, transmission du signal, fermeture de l'alimentation en gaz) est testée périodiquement. La position ouverte ou fermée de ces organes est clairement identifiable par le personnel d'exploitation

Le parcours des canalisations à l'intérieur des locaux où se trouvent les appareils de combustion est aussi réduit que possible.

Par ailleurs, un organe de coupure rapide doit équiper le séchoir au plus près de celui-ci.

### **17.2 – Contrôle de la combustion**

Les appareils de combustion sont équipés de dispositifs permettant, d'une part, de contrôler leur bon fonctionnement et, d'autre part, en cas de défaut, de mettre en sécurité l'appareil concerné et au besoin l'installation.

Les appareils de combustion comportent un dispositif de contrôle de la flamme. Le défaut de son fonctionnement doit entraîner la mise en sécurité des appareils et l'arrêt de l'alimentation en combustible.

### **17.3 – Détection de gaz – Détection d'incendie**

Un dispositif de détection de gaz, déclenchant, selon une procédure préétablie, une alarme en cas de dépassement des seuils de danger, doit être mis en place dans les installations utilisant un combustible gazeux exploitées sans surveillance permanente. Ce dispositif doit couper l'arrivée du combustible et interrompre l'alimentation électrique, à l'exception de l'alimentation des matériels et des équipements destinés à fonctionner en atmosphère explosive, de l'alimentation en très basse tension et de l'éclairage de secours, sans que cette manœuvre puisse provoquer d'arc ou d'étincelle pouvant déclencher une explosion. L'emplacement des détecteurs est déterminé par l'exploitant. Leur situation est repérée sur un plan.

## **TITRE VIII – DISPOSITIONS ADMINISTRATIVES**

### **ARTICLE 18 – Délais et voies de recours**

La présente décision peut être déférée au Tribunal Administratif de Poitiers.

- pour l'exploitant, le délai de recours est de deux mois. Ce délai commence à courir du jour où la présente autorisation a été notifiée,
- pour les tiers le délai est de quatre ans. Ce délai commence à courir à compter de la publication ou de l'affichage de la présente autorisation. Ce délai étant, le cas échéant prolongé jusqu'à la fin d'une période de deux années suivant la mise en activité de l'installation.

### **ARTICLE 19**

Conformément aux dispositions de l'article 21 du décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 :

- 1° - Un extrait du présent arrêté énumérant les conditions auxquelles l'autorisation est accordée, sera affiché pendant un mois à la porte de la mairie d' Usson-du-Poitou et précisera, notamment, qu'une copie de ce document est déposée à la mairie pour être mise à la disposition des intéressés. Procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité sera dressé par les soins du Maire et adressé au Préfet.
- 2° - L'exploitant devra, également, afficher un extrait de cet arrêté dans l'installation en cause.
- 3° - Un avis sera inséré par les soins du Préfet et aux frais du demandeur dans deux journaux diffusés dans tout le département.

### **ARTICLE 20**

Le Secrétaire Général de la Préfecture de la Vienne, le Sous-Préfet de Montmorillon, le Maire d' Usson-du-Poitou et l'Inspecteur des Installations Classées sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont copie sera adressée :

- à Monsieur le Directeur de la société coopérative agricole d'Usson-du-Poitou, 86350 Usson-du-Poitou.
- aux Directeurs Départementaux de l'Equipement, des Affaires Sanitaires et Sociales, de l'Agriculture et de la Forêt, des Services d'Incendie et de Secours, au Directeur Régional de l'Environnement et au Directeur Régional de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement,
- et aux maires des communes de Chateau-Garnier, Saint-Martin l'Ars et Payroux.

Fait à POITIERS, le 9 janvier 2006

Pour le Préfet,  
Le Secrétaire Général de la Préfecture  
de la Vienne

**Frédéric Benet-Chambellan**